Discours d'Emmanuel Macron, lundi 16 mars 2020 à 20 heures

« Françaises, Français, mes chers compatriotes. Jeudi soir, je me suis adressé à vous pour évoquer la crise sanitaire que traverse le pays. Jusqu'alors, l'épidémie de Covid-19 était peut-être pour certains d'entre vous une idée lointaine. Elle est devenue une réalité immédiate, pressante. Le gouvernement a pris, comme je vous l'avais annoncé, des dispositions fermes pour freiner la propagation du virus. Les crèches, les écoles, les collèges, les lycées, les universités sont fermées depuis ce jour. Samedi soir, les restaurants, les bars, tous les commerces non essentiels à la vie de la nation ont également clos leurs portes. Les rassemblements de plus de 100 personnes ont été interdits. Jamais la France n'avait dû prendre de telles décisions, évidemment exceptionnelles, évidemment temporaires en temps de paix. Elles ont été prises avec ordre, préparation, sur la base de recommandations scientifiques avec un seul objectif : nous protéger face à la propagation du virus.

Dans la journée de jeudi, un consensus scientifique et politique s'est formé pour maintenir le premier tour des élections municipales et j'ai pris, avec le premier ministre, la décision de maintenir le scrutin. Hier dimanche, les opérations de vote ont donc pu se tenir. Je veux ce soir remercier les services de l'État, les maires, l'ensemble des services des mairies, tous ceux qui ont tenu les bureaux de vote et qui ont donc permis l'organisation de ce scrutin. Je veux aussi saluer chaleureusement les Françaises et les Français qui, malgré le contexte, se sont rendus aux urnes dans le strict respect des consignes sanitaires, des gestes barrières contre le virus. Je veux aussi ce soir adresser mes félicitations républicaines aux candidats élus au premier tour. Environ 30 000 communes sur 35 000 ont après ce premier tour un conseil municipal.

Mais dans le même temps, alors même que les personnels soignants des services de réanimation alertaient sur la gravité de la situation, nous avons aussi vu du monde se rassembler dans les parcs, des marchés bondés, des restaurants, des bars qui n'ont pas respecté la consigne de fermeture. Comme si, au fond, la vie n'avait pas changé.

A tous ceux qui, adoptant ces comportements, ont bravé les consignes, je veux dire ce soir, très clairement, non seulement vous ne vous protégez pas, vous, et l'évolution récente a montré que personne n'est invulnérable, y compris les plus jeunes, mais vous ne protégez pas les autres, même si vous ne présentez aucun symptôme, vous pouvez transmettre le virus. Même si vous ne présentez aucun symptôme, vous risquez de contaminer vos amis, vos parents, grands-parents, de mettre en danger la santé de ceux qui vous sont chers. Dans le Grand-Est, dans les Hauts-de-France, en Ile-de-France, nos soignants se battent pour sauver des vies avec dévouement, avec force.

[...] C'est pourquoi, après avoir consulté, écouté les experts, le terrain et en conscience, j'ai décidé de renforcer encore les mesures pour réduire nos déplacements et nos contacts au strict nécessaire. Dès demain midi et pour quinze jours au moins, nos déplacements seront très fortement réduits. Cela signifie que les regroupements extérieurs, les réunions familiales ou amicales ne seront plus permises. Se promener, retrouver ses amis dans le parc, dans la rue, ne sera plus possible. Il s'agit de limiter au maximum ses contacts au-delà du foyer. Partout sur le territoire français, en métropole comme outre-mer, seuls doivent demeurer les trajets nécessaires. Nécessaire pour faire ses courses avec de la discipline et en mettant les distances d'au moins un mètre, en ne serrant pas la main, en n'embrassant pas. Les trajets nécessaires pour se soigner, évidemment. Les trajets nécessaires pour aller travailler quand le travail à distance n'est pas possible et les trajets nécessaires pour faire un peu d'activité physique mais sans retrouver, là encore, des amis ou des proches. Toutes les entreprises doivent s'organiser pour faciliter le travail à distance. Et quand cela ne sera pas possible, elles devront adapter dès demain leur organisation pour faire respecter ces gestes barrières contre le virus, c'est-à-dire protéger leurs salariés ou, quand il s'agit d'indépendants, se protéger eux-mêmes.

Le gouvernement précisera les modalités de ces nouvelles règles dès ce soir, dès après mon allocution. Toute infraction à ces règles sera sanctionnée. Je vous le dis avec beaucoup de solennité ce soir. Écoutons les soignants qui nous disent « *si vous voulez nous aider, il faut rester chez vous et limiter les contacts* ». C'est le plus important, évidemment. Ce soir, je pose des règles nouvelles. Nous posons des interdits. Il y aura des contrôles, mais la meilleure règle, c'est celle qu'en tant que citoyens, vous vous appliquez à vous-mêmes et une fois encore, j'en appelle à votre sens des responsabilités et de la solidarité.

55 [...] Je vous demande aussi de garder le calme dans ce contexte. J'ai vu ces dernières
heures des phénomènes de panique en tous sens. Nous devons tous avoir l'esprit de
responsabilité. Il ne faut pas que les fausses informations circulent à tout-va et en restant chez
vous, occupez-vous des proches qui sont dans votre appartement, votre maison ; donnez des
60 nouvelles, prenez des nouvelles, lisez. Retrouvez aussi ce sens de l'essentiel. Je pense que c'est
important dans les moments que nous vivons. La culture, l'éducation, le sens des choses est
important. Évitez l'esprit de panique, de croire dans les fausses rumeurs. Les demi-experts ou les
faux-sachants. La parole est claire, l'information est transparente et nous continuerons de la
donner. Mais croyez-moi, cet effort que je vous demande, je sais qu'il est inédit mais les
circonstances nous y obligent.

65 Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire certes. Nous ne luttons ni contre une armée ni
contre une autre nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse. Et cela
requiert notre mobilisation générale. Nous sommes en guerre. Toute l'action du gouvernement et
du Parlement doit être désormais tournée vers le combat contre l'épidémie, de jour comme de nuit.
Rien ne doit nous en divertir. C'est pourquoi j'ai décidé que toutes les réformes en cours seraient
70 suspendues, à commencer par la réforme des retraites.

Dès mercredi, en conseil des ministres, sera présenté un projet de loi permettant au
gouvernement de répondre à l'urgence et, lorsque nécessaire, de légiférer par ordonnance dans
les domaines relevant strictement de la gestion de crise. Ce projet sera soumis au Parlement dès
jeudi. J'ai vu tout à l'heure les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat afin que ces textes
75 soient votés le plus finement possible, afin aussi que la vie démocratique et le contrôle du
Parlement continuent dans cette période. Je les en remercie et je remercie tous nos
parlementaires en cet instant.

Nous sommes en guerre. J'appelle tous les acteurs politiques, économiques, sociaux,
associatifs, tous les Français à s'inscrire dans cette union nationale qui a permis à notre pays de
80 surmonter tant de crises par le passé. Nous sommes en guerre et la Nation soutiendra ses enfants
qui, personnels soignants en ville, à l'hôpital, se trouvent en première ligne dans un combat qui va
leur demander énergie, détermination, solidarité. Ils ont des droits sur nous. Nous leur devons
évidemment les moyens, la protection. Nous serons là. Nous leur devons, des masques, du gel,
tout le matériel nécessaire. Et nous y veillons et y veillerons.

85 Nous avons décidé avec les scientifiques de réserver les masques en priorité pour l'hôpital
et la médecine de ville et de campagne, en particulier les généralistes et les infirmières, désormais
en première ligne aussi dans la gestion de la crise. Des masques seront livrés dans les
pharmacies dès demain soir, dans les vingt-cinq départements les plus touchés, mercredi pour le
reste du territoire national. J'ai aussi entendu le message des spécialistes, en particulier les
90 chirurgiens-dentistes et beaucoup d'autres. Des solutions seront trouvées avec le ministre de la
santé dans les prochaines heures.

Nous devons aussi aux soignants la garde de leurs enfants. Un service minimum de garde
est en place depuis ce jour dans les crèches et dans les écoles. Nous leur devons aussi sérénité,
dans leurs déplacements, et repos. C'est pourquoi j'ai décidé que dès demain les taxis et les
95 hôtels pourront être mobilisés à leur profit. L'État paiera.

Nous sommes en guerre, oui. Le pays accompagnera dans cette période les régions les
plus touchées aujourd'hui, comme celles qui le seront demain. A ce titre, je veux assurer les
habitants, les personnels soignants du Grand-Est que nous serons au rendez-vous pour les
appuyer face à l'afflux de patients et à la saturation des hôpitaux. Je sais ce qu'ils vivent depuis
100 des jours et des jours. Nous sommes avec eux. J'ai décidé pour cela qu'un hôpital de campagne
du service de santé des armées serait déployé dans les jours à venir en Alsace. Les armées
apporteront aussi leur concours pour déplacer les malades des régions les plus affectées et ainsi
réduire la congestion des hôpitaux de certains territoires.

Nous sommes en guerre. Aussi, comme je vous l'ai dit jeudi, pour nous protéger et contenir
105 la dissémination du virus, mais aussi préserver nos systèmes de soins, nous avons pris ce matin,
entre Européens, une décision commune. Dès demain midi, les frontières à l'entrée de l'Union
européenne et de l'espace Schengen seront fermées. Concrètement, tous les voyages entre les
pays non européens et l'Union européenne seront suspendus pendant trente jours. Les Françaises
et les Français qui sont actuellement à l'étranger et souhaitent rentrer pourront bien entendu
110 rejoindre leur pays. Nous devons prendre cette décision parce que je vous demande ce soir
d'importants efforts et que nous devons, dans la durée, nous protéger. Et je veux dire à tous nos

compatriotes qui vivent à l'étranger que là aussi, en bon ordre, ils doivent se rapprocher des ambassades et consulats et que nous organiserons pour celles et ceux qui le souhaitent, et là où c'est nécessaire, le rapatriement.

115 Vous l'aurez compris, vous le pressentez, cette crise sanitaire sans précédent aura des conséquences humaines, sociales, économiques majeures. C'est aussi ce défi que nous devons mener. Je vous demande des sacrifices pour ralentir l'épidémie. Jamais ils ne doivent mettre en cause l'aide aux plus fragiles, la pérennité d'une entreprise, les moyens de subsistance des salariés comme des indépendants.

120 Pour les plus précaires, pour les plus démunis, pour les personnes isolées, nous ferons en sorte, avec les grandes associations, avec aussi les collectivités locales et leurs services, qu'ils puissent être nourris, protégés, que les services que nous leur devons soient assurés. Pour la vie économique, pour ce qui concerne la France, aucune entreprise, quelle que soit sa taille, ne sera livrée au risque de faillite. Aucune Française, aucun Français ne sera laissé sans ressources.

125 S'agissant des entreprises, nous mettons en place un dispositif exceptionnel de report de charges fiscales et sociales, de soutien au report d'échéances bancaires et de garanties de l'Etat à hauteur de 300 milliards d'euros pour tous les prêts bancaires contractés auprès des banques. Pour les plus petites d'entre elles, et tant que la situation durera, celles qui font face à des difficultés n'auront rien à déboursier ni pour les impôts, ni pour les cotisations sociales. Les factures de gaz
130 ou d'électricité ainsi que les loyers devront être suspendus.

En outre, afin que personne ne soit laissé sans ressources, pour les salariés le dispositif de chômage partiel sera massivement élargi, comme je vous l'avais annoncé jeudi dernier, et comme le gouvernement a commencé à le préciser. Pour les entrepreneurs, commerçants, artisans, un fonds de solidarité sera créé, abondé par l'Etat, et auquel le premier ministre proposera aux
135 régions aussi de contribuer.

[...]

Mes chers compatriotes, en étant unis, solidaires, je vous demande d'être responsables tous ensemble et de ne céder à aucune panique, d'accepter ces contraintes, de les porter, de les expliquer, de vous les appliquer à vous-mêmes. Nous nous les appliquerons tous, il n'y aura pas
140 de passe-droits. Mais là aussi de ne céder ni à la panique ni au désordre. Nous gagnerons, mais cette période nous aura beaucoup appris. Beaucoup de certitudes, de convictions seront balayées, seront remises en cause. Beaucoup de choses que nous pensions impossibles adviennent. Ne nous laissons pas impressionner, agissons avec force, mais retenons cela, le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour aux jours d'avant. Nous serons plus forts
145 moralement. Nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes conséquences, toutes les conséquences. Hissons-nous, individuellement et collectivement, à la hauteur du moment. Je sais, mes chers compatriotes, pouvoir compter sur vous. Vive la République ! Vive la France ! »